

AFRIQUE ET ETATS-UNIS : Bi-régionalisme, représentativité et pouvoir d'influence

Dr Yves Ekoué Amaïzo
Directeur du groupe de réflexion, d'action et d'influence "Afrology"
1er mai 2010



1. Introduction : Du "new look" au "new deal" de l'interdépendance

Avant et après le discours d'Accra de Barack Obama¹, l'Afrique demeure une variable d'ajustement dans la politique étrangère américaine. Les dynamiques propres à l'Afrique ne sont pas fondamentalement soutenues, ou alors à la marge. Les soutiens sélectifs résultent de choix politiques (Rwanda optant pour le monde anglophone par exemple) ou alors de facilitation en termes d'offres de matières premières ou d'approvisionnement sécurisés des Etats-Unis à partir d'Afrique (exemples du Nigeria, Gabon et Guinée équatoriale pour le pétrole et l'Afrique du sud pour les pièces détachées).

La nouvelle approche de l'Administration Obama repose d'abord sur la force de la concertation et de la persuasion, ceci dans le cadre d'un partenariat intelligent. Le consensus recherché ne se fait pas sans une dose de rapport de force appelé "*soft power*". Comme le Président des Etats-Unis doit aussi prendre en compte les multiples partenaires, groupes de pression et soutiens politiques qui l'ont élu sans compter les forces centripètes à l'intérieur du parti Démocrate, il est possible que la politique africaine des Etats-Unis apparaisse bien fade sauf au plan militaire. Le fondement des décisions se fait encore sur la base des rapports de force économiques comme en témoignent les avancées des pays émergents au niveau du conseil d'administration du Fond monétaire international² alors que l'Afrique stagne.

L'Administration Obama doit comprendre que choisir l'Afrique du sud pour représenter l'ensemble du continent au G20 est une erreur de parallaxe. Elle doit prendre en compte les intérêts des populations africaines, les intérêts de l'Afrique et s'assurer que les représentants qui se présentent au nom des populations africaines sont bien légitimes et ne sont pas des adeptes de la démocratie palliative. Il est vrai que l'Afrique n'est pas un enjeu prioritaire par rapport au monde arabe ou les grands dossiers globaux. Tout de même, oublier l'Afrique ou traiter avec des représentants non légitimes ne peut que biaiser la politique de la *diplomatie intelligente* que l'Administration Obama s'efforce de mettre en place. Le soutien à la mauvaise gouvernance économique et aux régimes autocratiques peut cesser si Barack Obama ne cède pas au poids de groupes de pression et d'investisseurs américains bien frileux pour investir dans les capacités productives en Afrique. Ce ne sont pas les quelques approches innovantes telles que les missions circulaires des agriculteurs américains pour soutenir ici et là dans les pays en développement leurs homologues comme des "*Peace Corps*" de l'agriculture qui vont changer la donne. Les nouvelles fixations de l'Administration Obama et du secteur privé américain sur l'Agrobusiness peuvent se révéler aussi destructrices pour l'Afrique tant en termes d'emplois décents, de préservation de l'environnement et des sols que du réinvestissement des profits sur le sol africain.

C'est une nouvelle compréhension de l'Afrique que l'Administration Obama doit s'atteler à construire en restant à l'écoute des dirigeants mais aussi des contre-pouvoirs de la société civile qui sont systématiquement oubliés voire niés par la plupart des dirigeants africains qui parlent au nom des populations africaines. La nouvelle compréhension de l'Afrique ne peut reposer uniquement sur les idées propagandistes et douteuses de quelques professeurs américains, fussent-ils Afro-américains, si ces derniers ne connaissent rien à la réalité africaine. La nouvelle compréhension doit permettre d'assurer que les Diaspora africaines sont mises à contribution pour éclairer la politique étrangère américaine, d'autant plus que les dirigeants africains sont nombreux à faire l'impasse dessus. Bref, il y a lieu de privilégier la diversité des opinions en facilitant la remontée des options décisionnelles du bas vers le haut. C'est cette approche qui a conduit Barack Obama au sommet aux Etats-Unis et il serait dommage qu'il l'abandonne pour écouter des réseaux partisans. Il y a donc lieu de promouvoir un *"new look"*, une nouvelle compréhension du dossier africain pour construire un *"new deal"*, un nouveau partenariat basé sur l'interdépendance³.

Pour ce faire, les relations bi-régionales entre les Etats-Unis et l'Union africaine ne peuvent qu'être temporaires en attendant de meilleures délégations de pouvoir du national vers le supranational en Afrique. Ce nouveau cadre stratégique de travail mérite toute l'attention du monde mais aurait besoin d'un système pour rendre compte, géré par la société civile. Par ailleurs, les contraintes existent avec le mode d'action autour des sigles MCA, MCC et AGOA où la séparation des pouvoirs reste floue et l'industrialisation de l'Afrique une non-priorité. Il demeure que la logique de fournitures des Etats-Unis en matières premières n'a pas disparu et se conjugue avec la sécurisation des approvisionnements. Paradoxalement, cela favorise le développement de la démocratie de façade en Afrique à l'instar de l'exemple de l'Afghanistan. La politique étrangère gagnerait à réviser ses concepts en donnant plus d'importance aux contre-pouvoirs démocratiques en Afrique, si la légitimité a encore un sens en démocratie africaine.

2. Les fondements de la nouvelle relation bi-régionale Etats-Unis - Afrique

Les relations entre l'Afrique et les Etats-Unis d'Amérique ne datent pas d'aujourd'hui. Le lien repose principalement au plan humain sur les millions d'Africains noirs qui se sont retrouvés pris au piège de l'exploitation de leur force de travail, de la colonisation et du travail forcé et gratuit dans les exploitations agricoles au cours des 18^e et 19^e siècles. Malgré le retour de certains sur les côtes africaines notamment au Libéria et en Sierra Leone, l'intérêt pour l'Afrique et le retour de la Diaspora noire vers le continent restent limités comme au Ghana ou en Afrique du Sud. Dans les pays anglophones africains, ils sont nombreux ces Africains qui sont des vrais acteurs du transfert de la connaissance vers le continent suite à un passage studieux et coûteux aux Etats-Unis. Au plan diplomatique et malgré des représentations américaines au niveau de chaque pays africain, le continent africain demeure un espace où les Etats-Unis viennent puiser des ressources non transformées. La notion d'intérêt mutuel et les valeurs communes n'ont pas vraiment été promues lors des dernières décennies. L'unilatéralisme de l'Administration George W. Bush Junior n'a pas permis de faire émerger un début de coopération fondée sur des intérêts mutuels, mais sur des soutiens unilatéraux limitant la souveraineté des Etats africains.

C'est donc sur ce thème que l'Administration Obama est en train d'innover. Malgré les contraintes et limitations des institutions régionales et sous-régionales africaines, malgré le niveau faible de subsidiarité entre les 53 pays souverains et la structure continentale que représente

l'Union africaine, l'Administration Obama a décidé d'ouvrir des relations dites "bilatérales" entre les Etats-Unis et l'Union africaine. Rappelons tout de même que le Maroc, qui n'est pas membre de l'Union africaine, n'est pas concerné par cette nouvelle approche. En réalité, il s'agit de relations bi-régionales car les Etats-Unis les conçoivent comme bilatérales alors que l'Union africaine, du fait des pouvoirs limités confiés à la Commission de l'UA, ne peut qu'offrir une approche minimaliste au plan continental pour la région Afrique. C'est cela qui constitue l'approche dite "*régionale*" du point de vue africain. Il est bien question d'une nouvelle relation bi-régionale entre les Etats-Unis et l'Afrique. C'est donc ce cadre nouveau qui transparait implicitement dans le premier communiqué conjoint daté du 22 avril 2010 entre le Département d'Etat (Affaires étrangères) et la Commission de l'Union africaine conduite par Jean Ping, son Président⁴. Il est d'ailleurs prévu que cette réunion bi-régionale étalée sur deux jours ait lieu annuellement, sur une base de rotation entre Washington et le siège de l'Union africaine, Addis Ababa.

La réalité de ces nouvelles relations innovantes repose sur la volonté des Etats-Unis de mettre en œuvre leur nouvelle diplomatie intelligente "*smart diplomacy*" mais aussi la nouvelle approche de l'influence par une force douce, la fameuse "*soft power diplomacy*". L'Union africaine est par excellence le lieu où les influences diverses sont en compétition. Les Chefs d'Etat africains ont choisi de structurer l'Union africaine sur le modèle de la Commission de l'Union européenne (UE) sans en posséder la puissance économique et le niveau avancé de subsidiarité du national vers le supranational.

Les Etats-Unis ne peuvent rester en retrait sans organiser des relations directes, existantes déjà au niveau de chacun des Etats mais inexistantes formellement au niveau sous-régional et continental justement du fait de la faible représentativité des structures supranationales africaines pour l'Administration américaine. Il faut croire donc que l'Union africaine est formellement devenue un Partenaire (avec un Grand P) avec lequel on peut traiter et faire des "*affaires*" pour reprendre la formule consacrée du "*Doing Business*" comme point d'ancrage des relations avec les Etats-Unis. Il faut donc moderniser les relations entre les deux continents sur la base des "*intérêts mutuels*" et de la promotion des "*valeurs communes*". En réalité, le rapport de force n'est jamais loin, ce qui fait que les sujets intéressants pour les Etats-Unis prennent rapidement le dessus sur ceux des partenaires africains.

La sécurité étant la priorité des priorités aux Etats-Unis, les activités de maintien de la paix menées par l'Union africaine notamment au Soudan (Darfour et Sud-Soudan), en Somalie ainsi que la piraterie maritime ont largement été débattues. Cette dimension sécuritaire va jusqu'à mettre en danger le soutien aux démocraties naissantes basées sur les contre-pouvoirs locaux. Elle se justifie par une sorte d'islamophobie au sein de la politique sécuritaire américaine qui va encore très loin puisque certains grands groupes de pressions (les fameux "*lobbies*" américains), de plus en plus soutenus par certains professeurs afro-américains, viennent organiser la culpabilisation des ancêtres africains à partir d'une réalité mercantiliste de l'époque coloniale esclavagiste, afin de mieux justifier son exploitation ou la sélectivité dans la politique étrangère américaine de l'Administration Obama. C'est ainsi que l'on trouve sous la plume du Professeur noir de Harvard, Professeur Henry Louis Gates, "*ami*" de Barack Obama, sous le fameux mot de "*Slavery Blame Game*"⁵ (le jeu de distribution de blâmes liés à l'esclavage) où il suffit de dire que les Africains ont été les premiers responsables de l'esclavage pour faire évacuer la culpabilité occidentale et justifier, sous la politique sécuritaire contre Al Qaïda au Maghreb et en Afrique, une forme indirecte de validation et légitimation des régimes militaires qui se donnent l'apparence

démocratique, en oubliant au passage la façon et les conditions qui ont prévalu lors de la prise de pouvoir.

Le cynisme du sacro-saint libre-échange, devenu commerce libre des *"esclaves noirs"* ne fait pas honneur à ceux qui ont défendu le principe de la race inférieure pour justifier le *"libre-mercantilisme"*. Personne ne nie que des familles africaines noires et notamment de nombreux métis et mulâtres soient devenus par leurs maîtrises de deux cultures (africaine et celle des esclavagistes étrangers) les meilleurs agents commerciaux d'un système de commercialisation de l'être humain à grande échelle. Mais de là à conclure comme le fait maladroitement Henry Louis Gates instrumentalisé que Barack Obama par son métissage physique et culturel est la personne idoine pour distribuer les *"blâmes"* pour les responsabilités dans le cynisme mercantiliste esclavagiste, c'est vraiment ne rien connaître aux réalités africaines surtout qu'à l'époque des génocides contre les peuples noirs d'Afrique, la conscience de l'agression des mercantilistes blancs et leurs partenaires noirs, métis et mulâtres envers la race *"noire"* n'était pas perceptible. De ce fait, il n'a jamais été question que les réparations soient accordées aux responsables africains noirs, métis ou mulâtres qui ont choisi de trahir la cause de l'Afrique aux Africains. Car c'est bien de cela qu'il s'agit quand il était question de vider l'Afrique de ses habitants. L'amnésie sélective d'un Professeur de Harvard sur ce point demeure une énigme qui trouve son début de résolution dans le choix personnel d'accepter d'être instrumentalisé sur ce sujet controversé et douloureux. Les fondements de la nouvelle relation Etats-Unis Afrique ne peuvent reposer sur de tels postulats tentant de piéger un Président Obama dans son rôle de *"faiseur de paix"* dans le monde et en Afrique et entre les Africains d'hier, d'aujourd'hui et de demain.

Afrology invite Henry Louis Gates à visiter l'Afrique et se dépouiller des *"complexes"* et *"automatismes d'alignement"* sur les groupes de pression partisans qui se contentent de valoriser l'impunité face aux cynismes de la *"férocité blanche"*⁶ mercantiliste passée, même si des agents sous-traitants noirs leur ont emboîté le pas et continuent aujourd'hui à empêcher les dynamiques internes des Peuples africains d'organiser leur liberté et souveraineté. Les noirs ont participé à la traite des noirs, mais il y a aussi des *"juifs"* qui ont participé à l'Holocauste, des Français ont participé à Vichy, il en est de même au Rwanda lors du génocide.. il y a toujours eu des traîtres dans tous les Peuples et ce n'est pas une spécificité des Noirs. Faire croire que la trahison est spécifique aux noirs est une erreur mais il n'est pas question d'utiliser la non-réparation parce qu'il n'y a pas de problèmes pour ne pas payer ceux qui ont contribué à vendre leurs frères comme esclaves en Afrique.

L'Administration Obama ne doit pas tomber dans ce piège grossier en distribuant des *"blâmes"* entre *"blancs"*, *"noirs"*, métis et mulâtres adeptes du refus des réparations mais bien soutenir les contre-pouvoirs démocratiques africains y compris dans la Diaspora qui auraient certainement en leur temps empêché une grande partie des génocides occultés, notamment ceux des Peuples noirs. A ce titre, le Professeur Gates mériterait de s'intéresser à l'Afrocentricité, notamment aux travaux du Professeur Molefi Kete Asante⁷ et les logiques des Afrologues avant d'offrir des suggestions non-neutres à Barack Obama.

Les réparations sont dues même si les modalités de mise en œuvre ne peuvent suivre des formes mercantilistes occidentales. Accepter pour une période limitée dans le temps que les Etats africains puissent subventionner le développement de leurs industries naissantes peut faire partie des nouvelles formes de *"réparations"* de l'esclavage, de la traite des noirs et de l'usurpation pendant plus de 500 ans du travail gratuit du Peuple Kamit⁸. Ce travail de mémoire est nécessaire pour donner les chances à une société de confiance d'émerger en alternative à la culture

unilatérale du savoir dominant venu d'ailleurs et qui peine à empêcher le "*Choc des civilisations*"⁹ quand elle ne l'attise pas. Les conseils du Professeur Gates à Barack Obama sont mauvais ! C'est justement cette tendance unilatéraliste à distribuer des "*blâmes*" qui a conduit les précédentes administrations américaines à oublier d'écouter les vérités d'ailleurs. Barack Obama est trop intelligent pour tomber dans le piège de ces "*lobbies*" manquant de stratégie pacifique permettant alors de justifier le statu quo en matière de politique africaine de l'Administration Obama. Il faut se demander si Frantz Fanon n'avait pas raison quand il rappelait déjà en dans les années 1960 qu'il faut se méfier de ceux qui ont *une peau noire et offrent des masques blancs*¹⁰....

La politique africaine actuelle de l'Administration Obama souffre d'un manque d'influence effective et ne peut se contenter que d'assurer en priorité la défense de ses intérêts sans entrer dans des actions belliqueuses comme par le passé. Aussi, il devenait nécessaire que des acteurs "*zélés*" et "*instrumentalisés*" à l'instar du Professeur Gates prennent les devants en publiant des opinions qui arrangent l'establishment américain comme si le fait de "*blâmer*" l'Occident pour la traite, la colonisation et l'esclavage doit être considéré comme un "*jeu*" alors que plus de 500 ans de travail gratuit et forcé ont contribué à l'accumulation de richesses inouïes dans l'histoire des Etats-Unis. En contrepartie, ces relations basées sur des relations unilatérales et non bi-régionales ont permis de manière durable, la répétition d'une course vers le bas pour l'Afrique fondée sur l'accumulation de logiques autoentretenuës d'appauvrissement systémique, souvent soutenues par des puissances occidentales et un secteur mercantiliste peu éthique.

L'Administration Obama cherche à sortir de ce piège systémique avec l'Afrique et n'est pas dupe du niveau de représentativité réelle de l'Union africaine, mais il faut bien commencer quelque part. Peut-être d'ailleurs que ce mouvement pourrait dans le moyen et long terme contribuer à de véritables transferts de pouvoir vers l'Union africaine, ceci pour défendre les intérêts des populations africaines et non pour leur imposer des positions unilatéralistes formalistes comme l'Union africaine semble l'avoir choisi comme stratégie afin de rester en phase avec les Chefs d'Etat.

3. Cadre de travail stratégique et système d'évaluation par la société civile

En matière de bonne gouvernance électorale et lorsque des abus et des irrégularités contre la vérité des urnes s'opèrent, les Etats-Unis semblent observer un silence inquiétant en se contentant de s'assurer que leur intérêts vitaux sont sauvegardés. Entre l'Algérie, la Mauritanie, le Kenya, Madagascar, le Gabon, la Guinée, le Togo ou le Zimbabwe, la position américaine ressemble bien à "*je n'ai rien vu tant que vous ne touchez pas à mes intérêts ou avaluez ma politique sécuritaire et de libre-échange au plan global*". Il s'agit en priorité de stabiliser ou à défaut de trouver des formes nouvelles de maîtrise de la gestion des Etats dits fragiles ou en voie de défaillance. Les opérations allant vers la promotion de la démocratie malgré des résultats parfois bien mitigés encourage l'autocratie¹¹. C'est bien l'absence de vérité des urnes et souvent l'absence de vérité des comptes qui expliquent les déstabilisations en séries en Afrique, prenant la forme de coup d'Etat militaire ou constitutionnel. Il est donc plus question d'utiliser l'Union africaine pour mieux comprendre et donc anticiper et influencer le futur de l'Afrique tout en prenant en compte les intérêts américains.

Bien sûr, les efforts de soutien au développement en Afrique des Etats-Unis restent importants et s'élevaient en valeur absolue en 2007 pour l'Afrique subsaharienne à 4,55 milliards

de \$US au-dessus de l'Union européenne avec 4,40 milliards de \$US¹². Les problèmes transversaux portant sur la préservation des biens publics globaux ont été traités dans le cadre de problèmes complexes avec comme priorité la santé, le changement climatique, le terrorisme, l'économie de la drogue et les trafiquants divers. L'Union africaine n'a pas manqué de rappeler l'importance de sa 6e région que constitue la Diaspora, ce qui a permis de mettre en valeur la problématique de l'économie de la migration.

Au total, les discussions se sont structurées autour des actions dans les domaines prioritaires suivants :

- promotion des institutions démocratiques afin de renforcer les contre-pouvoirs en Afrique et les rendre effectives et efficaces sinon la "démocrature"¹³ continuera à prévaloir, cette forme de démocratie de façade palliative et qui semble contenter nombre d'institutions occidentales ;
- création d'opportunités pour les Peuples africains ;
- améliorer les conditions sanitaires sur le Continent ;
- permettre au Continent de devenir autosuffisant en termes d'alimentation et d'assurer, par là-même, une réelle sécurité alimentaire ;
- renforcer la paix et la sécurité tout en contribuant à atténuer les conflits tout en renforçant les capacités africaines en matière de maintien de la paix ;
- s'organiser pour faire face ensemble à des problèmes complexes transnationaux comme le changement climatique, les drogues et le terrorisme.

En réalité, rien de véritablement concret n'est encore à mettre à l'actif de cette réunion Etats-Unis et Afrique laquelle s'apparente malgré tout plus à une visite de courtoisie où les visions stratégiques devront faciliter des anticipations des politiques et prévenir l'imprévisible. Les Etats-Unis avaient encore à l'esprit que l'Afrique devait être représentée dans le G20 uniquement par l'Afrique du sud sans s'enquérir de l'avis des responsables africains. Sous l'Administration Obama, il semble que cette erreur soit en train d'être corrigée et les responsables africains pris au sérieux lorsque les positions collectives sont affirmées malgré les insuffisances en termes de légitimité au niveau national ici et là.

Ce partenariat stratégique entre l'Afrique et les Etats-Unis fera date et permettra d'ouvrir une compétition effective en matière d'influences entre d'une part, l'UE, le Japon, les pays émergents comme la Chine, le Brésil, l'Inde etc. et d'autre part, l'Afrique représentée par l'Union africaine. Cette approche bi-régionale ne peut être que temporaire car en réalité, c'est bien la difficulté des dirigeants africains à s'organiser collectivement dans un monde multipolaire qui conduit les pays puissants à travailler en multi-bilatéral ou bi-régional avec un continent qui reste incapable pour le moment de lever l'intangibilité de ses frontières pour aller vers une fédération africaine¹⁴. Le feu Président ghanéen Kwame N'Krumah rappelait déjà l'urgence de l'unité du continent africain en 1963 lors des premiers sommets de l'ancêtre de l'UA, l'Organisation de l'Unité africaine¹⁵.

L'Union africaine gagnerait à se décider aussi à proposer un peu d'originalité dans ses rapports avec les Etats-Unis au lieu de se contenter d'autosatisfaction de circonstance transformant une réunion elle-même en une fin en soi au lieu d'être un véritable départ pour des actions concrètes. C'est peut-être cela qui a fait que le Président des Etats-Unis, Barack Obama, n'a pas pris le temps de venir imprimer sa marque personnelle dans ces nouvelles relations bi-régionales. La lisibilité de la politique étrangère de l'Administration Obama reste malgré tout encore bien floue. Maintenant que le cadre de travail stratégique a été défini, les Etats-Unis

gagneraient à proposer un système d'évaluation des progrès effectués chaque année entre les deux continents en confiant le travail d'évaluation à des acteurs de la société civile y compris la Diaspora. Cette 6e région africaine, régulièrement oubliée, pourrait apporter beaucoup dans le cadre d'une politique migratoire circulaire intelligente et pourrait peut-être aussi mieux conseiller les responsables politiques adeptes du bi-régionalisme.

4. Les contraintes de l'interdépendance : entre AGOA et MCA

Barack Obama est convaincu que ce sont les opportunités offertes et le dynamisme d'un secteur privé éthique qui peuvent conduire l'Afrique à un partenariat moins asymétrique. La politique étrangère de son prédécesseur Georges W. Bush Junior était fondée sur la peur, la puissance sans nuance avant tout (hard power). Les solutions sécuritaires comme priorité bien avant les approches sélectives comme la santé notamment la lutte contre le VIH-SIDA ne suffisent plus pour soutenir la démocratie effective en Afrique.

Il est donc question de retrouver une confiance entre les deux continents. Cette confiance repose sur l'honnêteté et doit conduire à écarter les dirigeants africains qui ont usurpé la vérité des urnes et donc le choix effectif des populations africaines. Après des élections libres et propres au Ghana, la visite du Président Barack Obama en juillet 2009 n'est donc pas fortuite et ne pouvait pas se faire au Togo dans le pays voisin, justement du fait du déficit de légitimité, ce que semblent tolérer allègrement d'autres pays prônant pourtant une politique de rupture. Les Etats-Unis ont pris conscience que depuis la fin de la guerre froide, la fin de l'unilatéralisme, il y a lieu de composer au plan international et compter sur des amis malgré la superpuissance. Les relations avec l'Afrique ne peuvent se limiter au commerce et à l'investissement. Les responsables des autres grandes ou moyennes puissances viennent en Afrique avec une volonté de prendre en compte les intérêts des Africains, intérêts régulièrement occultés parfois par les dirigeants africains eux-mêmes.

Les relations commerciales entre l'Afrique et les Etats-Unis sont régies principalement par le Millenium Challenge Account (MCA), un fond bilatéral d'aide au développement provenant du budget de l'Etat fédéral déjà sous l'Administration Bush et le Millenium Challenge Corporation (MCC¹⁶), une agence d'aide financée par l'Etat mais affichant une indépendance dans sa lutte contre la pauvreté en tentant de promouvoir la bonne gouvernance, l'économie libérale et l'investissement parmi les citoyens. Tout s'y fait sur une base compétitive. Les projets s'inscrivent dans les programmes élaborés par les pays bénéficiaires et couvrent les activités sectorielles comme transversales. Le MCA et le MCC ont pour objectif premier d'améliorer le niveau de vie des populations dans les pays en développement. Les affectations de fonds se font sur la base du "*mérite*" selon le niveau des engagements ou de réalisations du pays récipiendaire quant à la mise en œuvre d'une politique saine fondée sur la croissance économique, facteur de réduction de la pauvreté.

5. L'industrialisation, une non-priorité dans les relations Afrique - Etats-Unis

Il faut rajouter à cet arsenal, outre la conversion à une politique économique libérale de libre échange, l'appui au développement de l'Afrique, la Loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (AGOA, African Growth and Opportunity Act¹⁷). L'AGOA qui est dans sa phase 3 est prolongée jusqu'en 2015. Si les Etats-Unis ont consentis un effort certain en prolongeant les exonérations sur les taxes douanières, il y a lieu de constater que leurs approches focalisées sur le renforcement des critères phytosanitaires et la qualité des produits n'ont pas fondamentalement amélioré le niveau de soutien aux capacités productives en Afrique. En réalité, la politique des Etats-Unis n'a pas soutenu l'industrialisation en Afrique comme on aurait pu s'y attendre. Le renforcement des capacités a servi surtout à favoriser le fameux "agrobusiness" où quelques grands investisseurs agricoles ont pu ainsi délocaliser en Afrique des productions agricoles sans procéder toujours à la transformation dans la chaîne de valeurs comme cela se doit pour soutenir une approche stratégique industrialisante pour le continent. Au total, cela a permis d'augmenter le niveau des échanges de l'Afrique vers les Etats-Unis avec une concentration sur les produits hydrocarbures. L'accent mis sur le textile et l'habillement, l'agriculture et l'artisanat aux dépens de l'industrie n'a pas favorisé le développement des industries manufacturières en Afrique. Il importe d'ailleurs de rappeler le retrait et donc l'absence remarquée depuis plus de 16 ans des Etats-Unis de l'agence des Nations Unies spécialisée sur l'industrialisation entraînant en cascades la peur des mesures de rétorsion pour les pays africains qui pourraient aller à contre-courant.

Ces contraintes de l'influence¹⁸ ont fait l'objet d'évaluations pertinentes dont les recommandations peinent à se concrétiser tant certains lobbies américains sont puissants à neutraliser les "bonnes intentions" de la Maison blanche. Mais le vrai problème réside dans les mesures utilisées qui se contentent de considérer qu'il y a progrès dans les échanges dès lors que les quantités échangées augmentent au lieu de s'appesantir plus sur la qualité des produits échangés et surtout l'absence de contenu en termes de valeur ajoutée dans les produits échangés... Comme les dirigeants et les hommes et femmes d'affaires africains sont eux-mêmes très préoccupés par des rentabilités immédiates, le problème de la construction de l'environnement propice pour favoriser l'avènement d'une industrialisation industrialisante de l'Afrique a simplement été mis de côté au point de donner l'impression que l'Afrique n'est pas intéressée par l'industrialisation ou tout au moins que ce n'est pas sa priorité. Ce qui est faux !

Sur un autre plan, les politiques de désindustrialisations dans les pays occidentaux ont contribué aussi à faire croire à certains dirigeants que mettre l'accent sur le commerce, comme on le leur recommande au niveau de l'Organisation mondiale du Commerce, suffirait pour sortir l'Afrique de son incapacité à créer de l'accumulation intelligente au service des populations. Bref, les dirigeants africains n'ont pas cru en eux-mêmes, ni aux Africains.

Pourtant, les entrepreneurs africains ont un tout autre point de vue qui n'est pas souvent pris en considération, compte tenu des indicateurs sur l'environnement des affaires offertes dans le "Doing Business¹⁹" de la Banque mondiale et de la Société financière internationale. Lorsque l'on écoute ce qui se dit dans la 4e Conférence Etats-Unis Afrique (27 avril 2010) sur l'infrastructure organisée par la représentation du secteur privé actif en Afrique, le *Corporate Council on Africa (CCA)*, la prospérité future de l'Afrique passe par un environnement institutionnel et juridique sain, une protection des investissements sur de longues années et un climat favorable pour permettre aux créateurs d'entreprise et d'emplois de jouer leur rôle.

M. Mima Nedelcovych, Directeur d'une compagnie et ancien représentant des Etats-Unis à la Banque africaine de développement, a posé un problème de fond pour les entrepreneurs

industriels : « Si vous savez que les règles du jeu ne tiendront qu'un an ou deux, alors vous ne ferez bien sûr que des transactions et des négociations. Vous n'allez pas prendre un emprunt sur 7 ou 10 ans pour construire une usine. Pour cela, vous devez être sûr d'avoir un climat favorable à long terme, qui ne vous fera pas soudainement défaut. ». Il a rappelé que des enfants de deuxième ou de troisième génération de négociateurs qui ont gagné de l'argent dans des transactions, disposant d'une formation solide affirment aujourd'hui qu'"il faut maintenant que nous mettions en place pour nos opérations des formats appropriés aux affaires et à l'industrie"²⁰».

Lorsque la volonté politique y est, l'Afrique peut répondre. C'est ainsi que le Rwanda figure en tête des 10 meilleurs pays qui ont amélioré substantiellement leur environnement des affaires entre 2008 et 2009.

Plus globalement, il convient de rappeler l'évolution du commerce entre les Etats-Unis et l'Afrique subsaharienne entre 2005 et 2008. Selon les statistiques du Département du Commerce américain, les exportations américaines ont progressé modérément de 10,2 millions de \$US en 2005 à 18,4 millions de \$US alors que les importations américaines ont fait un bond, passant de 50,3 millions de \$US à 86,0 millions de \$US²¹. Le tableau 1 permet de témoigner de l'asymétrie de ces relations partenariales. Les investissements directs des Etats-Unis en 2007 allaient principalement et sélectivement pour 88 % vers six pays privilégiés suivants (Afrique du sud, 36,5 %, Maurice, 21,9 %, Guinée équatoriale, 16,2 %, Angola, 6, 6 %, Libéria, 3,4 % et Gabon, 3,2 %) et accessoirement pour 12 % vers le reste de l'Afrique²².

	2006 (en M\$)	Part du marché en 2006	2007 (en M\$)	Part du marché en 2007
IMPORTATION				
Union européenne	62	28,9 %	74,9	27,8 %
Chine	19	8,9 %	26,5	9,8 %
Allemagne	13,0	6,1 %	15	5,6 %
Etats-Unis	12,1	5,6 %	14,4	5,3 %
France	11,3	5,3 %	13,1	4,9 %
Royaume Uni	8,9	4,1 %	9,8	3,6 %
Afrique du sud	7,3	3,4%	9,0	3,3%
Japon	7,2	3,3 %	8,6	3,2 %
EXPORTATION				
Union européenne	67,0	32,1 %	76,9	31,4 %
Chine	26,3	12,6 %	32,9	13,4 %
Allemagne	8,9	4,3 %	9,4	3,8 %
Etats-Unis	61,5	29,5 %	69,6	28,4 %
France	9,2	4,4 %	10,5	4,3 %
Royaume Uni	13,0	6,2 %	13,7	5,6 %
Afrique du sud	3,3	1,6 %	5,3	2,2 %
Japon	12,5	6,0 %	13,3	5,4 %
Source : A partir de IMF <i>Direction of Trade Statistics Yearbook, 2008</i> et U.S.-African Trade Profile, "U.S.-African Trade Profile, 2009", July 2009, voir : < http://www.agoa.gov/resources/US_African_Trade_Profile_2009.pdf >				

Les principaux pays d'importations des Etats-Unis en Afrique subsaharienne sont au nombre de sept et totalisent 94,1 % de la part totale des importations en 2008. Il s'agit principalement du Nigeria avec 44,2 %, Angola avec 22 %, l'Afrique du sud avec 11,6 %, Congo 5,9 %, du Bénin avec 4,6 %, du Ghana, 3,3 % et du Kenya avec 2,4 % alors que les 21,5 % restants sont répartis entre les autres pays subsahariens²³.

Les principaux pays d'exportations des Etats-Unis en Afrique subsaharienne en 2008 sont au nombre de six et totalisent 78,5 % de la part totale des exportations en 2008. Il s'agit principalement de l'Afrique du sud avec 53,1 %, du Nigeria avec 22,2 %, de l'Angola avec 10,9 %, du Congo avec 5,9 %, la Guinée équatoriale 3,9 %, le Tchad, 3,9 %, le Gabon 2,6 %. Seulement 5,9 % proviennent des autres partenaires en Afrique subsaharienne et ceci pour des quantités négligeables²⁴.

6. Logique de fournitures, sécurisation des approvisionnements et démocratie de façade

On est donc moins dans la logique du libre-échange mais bien plus dans la logique de "fournitures" sur une base compétitive et de préférences politiques qui dépassent la notion de variable d'ajustement dès lors qu'il s'agit de sécuriser la dépendance des Etats-Unis. En cela, la sécurisation des approvisionnements relève de la sécurité nationale et internationale... Les entorses à la démocratie et aux droits de humains ne sont alors que peu de choses par rapport aux intérêts américains. Certains dirigeants africains l'ont bien compris et s'organisent pour présenter une démocratie de façade, une démocratie palliative, bref, une démocratie que légitiment rapidement les pays occidentaux dès que leur intérêts vitaux et leur dépendance pourraient souffrir de négociation dans le cas d'alternance de pouvoir, alternance non sollicitée et personnalités issues des urnes non souhaitées. L'avènement de la démocratie en Afrique a pris beaucoup de retard principalement à cause de ce facteur. Aussi, il importe que l'Administration Obama en prenne conscience et allie le verbe à l'opération, le discours d'Accra à des réalisations concrètes en Afrique subsaharienne.

Selon l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la part de l'Afrique dans les exportations mondiales de biens en 2008 s'est élevée à 3,5 % contre 2,9 %²⁵ pour les importations. Aussi, le libre échange sans soutien à l'industrialisation ne peut devenir réalité que si les dirigeants africains s'engagent réellement pour un plan régional de développement industriel cohérent afin d'augmenter le niveau du commerce intra-régional africain qui stagne autour de 11,7 % alors que l'Europe affiche 69,7 % et l'Amérique du Nord, 37,5 %²⁶.

C'est donc aux Africains d'en prendre conscience et de lever l'intangibilité des frontières au plan commercial afin de favoriser la complémentarité dans un espace régional compétitif. L'Afrique subsaharienne n'offre que très peu de produits transformés ou manufacturiers. Avec une part faible du contenu technologique et de valeur ajoutée²⁷ dans les produits commercialisés, l'échange est par nature inégal. Tout renforcement de capacités ne peut que se focaliser sur le renforcement des capacités productives. Hors, c'est justement cette industrialisation que la plupart des partenaires au développement s'efforce de neutraliser à tous prix au point de limiter le commerce avec le pays africain qui n'aura pas signé les accords proposés par l'Organisation mondiale du commerce, promouvant ainsi exclusivement les échanges commerciaux de produits non transformés comme si les pays étaient tous au même niveau d'avancement technologique et industriel. Il suffit de rappeler que les principaux produits importés par les Etats-Unis d'Afrique en 2008 sont le Pétrole (brut et non-brut) pour 71,20 milliards de \$US, suivis de loin par la Platine pour une valeur de 2,96 milliards de \$US, des pièces détachées de véhicules pour 1,93 milliards de \$US, du diamant, 1,57 milliards de \$US, de l'acier et du fer, 1,23 milliards de \$US et du textile et habillement 1,15 milliards de \$US... Le cacao représente 0,69 milliards de \$US²⁸.

Cette asymétrie fondamentale bloque les relations entre les Etats-Unis et l'Afrique, voir même les Accords de Partenariat Economiques entre l'Union européenne et les pays africains éligibles. A cela, il convient de rajouter les conditions d'aide sélective reposant sur l'amélioration de la gouvernance politique et économique. En réalité, la mauvaise gouvernance n'a jamais empêché les Etats-Unis de commercer. La corruption non plus, dès lors qu'il s'agit des intérêts vitaux pour les Etats-Unis, notamment le pétrole. Il en est de même pour l'Union européenne mais avec un niveau de diversification plus étendu. Les facilités d'entrée sur les marchés américains ou européens basées sur des préférences tarifaires apparaissent avec le temps comme un leurre. Cela a conduit les décideurs africains à renforcer leur erreur stratégique, reposant sur le refus d'anticiper et d'écouter les experts africains, notamment ceux de la Diaspora qui refusent de leur faire des allégeances primaires.

Conclusion : Bi-régionalisme, interdépendance et renforcement des contre-pouvoirs

Les puissances régionales comme la Russie, la Chine, l'Inde ou le Brésil et l'Afrique du sud sont déjà des partenaires²⁹ avec lesquels il faudra compter... Il s'agit donc bien d'une politique de l'interdépendance. Les nouvelles alliances stratégiques supposent de poser sur la table les intérêts de chacun et engager la négociation qui ne peut plus se faire sur une base de rapports fondés sur la crainte ou la force mais sur la base d'un rapport de confiance. Le *"soft power"* sera toujours là mais on peut compter sur Barack Obama que l'Afrique ne sera plus *"écrasée"* ou *"niée"* si elle arrive organisée et préparée à la table de négociation avec des arguments et des idées novatrices et productives. Les réunions privilégiées de certains dirigeants africains où l'on se congratule uniquement parce que l'on s'est rencontré, relèvent du passé... L'Union africaine aurait pu aller plus loin en mettant sur la table quelque chose de concret et obtenir une réponse concrète lors de la première réunion bi-régionale entre les Etats-Unis et l'Afrique. La plupart des conflits et impasses de gouvernance en Afrique trouvent souvent leur origine première dans l'incapacité des grandes puissances de percevoir l'importance des contre-pouvoirs démocratiques dans la société civile africaine et dans la Diaspora. Fortes de cette erreur, les grandes et moyennes puissances font l'impasse sur ces forces qui aujourd'hui sont au centre de la dynamique de changement dans les pays africains. Si l'Administration Obama se dote des bonnes lunettes, elle pourra alors identifier ces forces, les soutenir et participer effectivement au retour de la confiance entre les peuples africains et leurs dirigeants, entre les peuples africains et le peuple américain, entre les Etats-Unis et l'Afrique.

La rupture tant attendue de l'Administration Obama ne pourra devenir effective que si les Etats-Unis ne se contentent pas de défendre leurs intérêts propres sous des actions ponctuelles vertueuses dans la sécurité, la santé ou l'agriculture. Au-delà de l'approche bi-régionale, l'Administration Obama devra prouver que l'Afrique n'est ni une variable d'ajustement, ni une terre d'approvisionnement unilatérale mais bien un partenaire effectif dans un monde interdépendant. Pour ce faire, les Etats-Unis devront apprendre à identifier les dynamiques propres à l'Afrique et à les soutenir en finançant concrètement les contre-pouvoirs démocratiques. C'est en cela que cette nouvelle relation stratégique avec l'Afrique prendra tout son sens et ira dans la direction de la construction de l'interdépendance africaine, l'interdépendance entre les Etats-Unis et l'Afrique, bref, l'interdépendance entre les peuples qui optent pour la liberté et non l'oppression, y compris celle occasionnée par l'argent ou la force.

Les deux écueils de l'Administration Obama pourraient être une certaine islamophobie dans la politique sécuritaire au plan mondial avec ses conséquences sur le dé-priorisation de la démocratie en Afrique. Indirectement, cette stratégie américaine est un soutien indirect aux Etats africains qui traquent le terrorisme sur le continent surtout lorsqu'elle s'accompagne d'une absence d'attention portée sur la représentativité et la légitimité de façade des dirigeants Africains.

La politique étrangère des Etats-Unis reste malgré tout attachée à deux principes que sont le "commerce libre" et la "sécurité" en Afrique. L'approche choisie est celle de la concertation en Afrique. Mais le pouvoir discret d'un rapport de force reste sous-jacent et influence les dynamiques africaines de manière sélective surtout lorsque des forces centripètes au sein du parti Démocrate américain pêchent par omission en s'assurant de ne pas "empiéter" sur les espaces dits pré-carrés de certaines ex-puissances coloniales.

Toutefois, il n'est pas question de laisser certaines puissances nouvelles, plus agiles comme la Chine et accessoirement l'Inde, faire cavalier seul en termes d'accès aux matières premières. C'est à ce titre que l'usage discret du "soft power", ce pouvoir d'influence sur les décideurs africains où qu'ils soient prend le pas sur la concertation. Avoir "oublié" l'Union africaine en chemin comme entité digne de considération relève du passé. Au delà d'une politesse diplomatique, il y a fondamentalement bien une volonté de rattraper le retard tout en obtenant de l'information en première main auprès des officiels de l'Union européenne. Il s'agit là peut-être aussi d'un aveu indirect du fait que les pays occidentaux, pays industrialisés en majorité, n'ont pas honoré leur engagement vis-à-vis du continent en ne faisant pas cas du sous-équipement avancé (faible niveau de l'infrastructure), au demeurant avec de nombreux gestionnaires peu efficaces à la tête des Etats dits "souverains" après 50 ans d'indépendance. Paradoxalement, c'est cette politique de l'américano-centrisme qui a conduit à un libre échange asymétrique entre les deux continents. La prospérité partagée suppose un solidarisme contractuel³⁰.

Barack Obama a au moins déjà réussi à faire que la politique étrangère américaine ne repose plus sur la guerre³¹ et l'unilatéralisme belliqueux. Toutefois, il gagnerait à réviser les paradigmes et concepts séculaires américains en donnant plus d'importance aux contre-pouvoirs démocratiques en Afrique, si la légitimité a encore un sens en démocratie africaine. Les intérêts des grandes puissances doivent-ils primer aux dépens des intérêts des populations africaines au point que les légitimités de façade perpétuent les gouvernances palliatives en Afrique ? Mais au profit de qui ? Et à quel coût pour des populations sans voix ? YEA.

1er mai 2010

© amaizo.info et afrology.com

¹ Barack H. Obama, version française du discours : Organisation de la Presse Africaine, "Discours du Président Obama au Ghana", 12 juillet 2009, voir <<http://appablog.wordpress.com/2009/07/12/obama-ghana-traduction-francaise-du-discours-du-president-obama-au-ghana/>> ainsi que la vidéo: "Obama in Ghana Parliament: Full Speech 11 July 2009", voir <<http://www.youtube.com/watch?v=QkNpUEWIhd4>>

² IMF, "IMF Quotas", IMF Fact Sheet, voir <<http://www.imf.org/external/np/exr/facts/pdf/quotas.pdf>>

³ Yves Ekoué Amaïzo, *de la dépendance à l'interdépendance. Mondialisation et marginalisation. Une chance pour l'Afrique ?* l'Harmattan, Paris, France, 1998, 432 pages.

⁴ UN Department of State, "Joint Statement on the First U.S.-A.U. High level Bilateral Meetings", in Office of the Spokesman, Washington DC, April 22, 2010, voir <<http://www.state.gov/r/pa/prs/ps/2010/04/140702.htm>>

- ⁵ Henry Louis Gates Jr., "Ending the Slavery Blame-Game", in *New York Times*, 22 April 2010, voir <<http://www.nytimes.com/2010/04/23/opinion/23gates.html>> ; comme si le fait de "blâmer l'Occident pour la traite, la colonisation et l'esclavage fut un jeu alors que 500 ans de travail gratuit et forcé ont contribué à l'accumulation de richesse inouïe dans l'histoire des Etats-Unis et en contrepartie a permis de manière durable, l'accumulation des logiques de pauvreté systémique autoentretenuës, voire soutenues par des puissances occidentales.
- ⁶ Rosa Amelia Plumelle-Urbe, *La férocité blanche. Des non-Blancs au non-Aryens. Génocides occultés de 1492 à nos jours*, avec une préface de Louis Sala -Molins, Albin Michel, Paris, France, 2001.
- ⁷ Molefi Kete Asante, *The Theory of Social Change*, African American Images; Rev Exp edition (January 1, 2003)
- ⁸ Kamit veut dire "noir", voir <http://www.africamaat.com/spip.php?page=comment&id_article=1303>
- ⁹ Samuel Huntington, *Le choc des civilisations*, Odile Jacob, Paris, France, 1997.
- ¹⁰ Frantz Fanon, *Peaux Noires, Masques Blancs* (1952), Seuil, Paris, France, 1975
- ¹¹ Il est possible de citer la Mauritanie, la Guinée, le Niger, les Comores, Madagascar, le Gabon et le Togo.
- ¹² World Bank, *World Development Indicators 2009*, Washington D.C., USA, p. 382.
- ¹³ Comi Toulabor, "Selon Comi Toulabor, le Togo est une "démocrature", entretien avec RFI (Radio France International), 28 avril 2010, voir <<http://www.rfi.fr/contenu/20100427-selon-coumi-toulabor-le-togo-est-une-democrature>>
- ¹⁴ Yves Ekoué Amaïzo (dir.), *L'Afrique est-elle incapable de s'unir ? Lever l'intangibilité des frontières et opter pour un passeport commun*, avec une préface de Joseph Ki-Zerbo, collection "Interdépendance africaine", l'Harmattan, Paris, 2002, 664 p.
- ¹⁵ Kwame N'Krumah, "Speech of Osagyefo Dr. Kwame Nkrumah at the African Summit Conference in Addis Ababa, May 24, 1963", The John Henry and Mary Louisa Dunn Bryant Foundation, 1963.
- ¹⁶ voir <<http://www.mcc.gov/mcc/about/index.shtml>>
- ¹⁷ Voir <<http://www.agoa.gov/>>.
- ¹⁸ United States International Trade Commission, *Sub-Saharan Africa : Factors affecting Trade patterns and selected industries*, Second Annual Report, Investigation No 332-477, April 2008, voir : <<http://www.usitc.gov/publications/332/pub3989.pdf>>
- ¹⁹ World Bank and IFC, "Doing Business 2010", Washington, voir : <<http://www.doingbusiness.org/documents/fullreport/2010/DB10-full-report.pdf>>
- ²⁰ Organisation de la Presse africaine, "L'entrepreneuriat et l'infrastructure, éléments vitaux du développement africain", Conférence Etats-Unis-Afrique sur l'infrastructure, Washington, 30 avril 2010, voir : <<http://appablog.wordpress.com/2010/04/30/lentrepreneuriat-et-linfrastructure-element-vitaux-du-developpement-africain-la-conference-e-u-afrique-sur-linfrastructure-sinscrit-dans-le-suivi-du-sommet-presidentiel-de-lentrepris/>>
- ²¹ A partir de IMF *Direction of Trade Statistics Yearbook, 2008* et U.S.-African Trade Profile, "U.S.-African Trade Profile, 2009", July 2009, voir : <http://www.agoa.gov/resources/US_African_Trade_Profile_2009.pdf>
- ²² Source: U.S. Dept. of Commerce, Bureau of Economic Analysis-Survey of Current Business, September 2008, voir : <http://www.agoa.gov/resources/US_African_Trade_Profile_2009.pdf>
- ²³ U.S. Dept. of Commerce, Bureau of Census, voir : <http://www.agoa.gov/resources/US_African_Trade_Profile_2009.pdf>
- ²⁴ U.S. Dept. of Commerce, op. cit.
- ²⁵ OMC, *International Trade Statistics 2009*, Geneva, pp. 10-11 ; voir <http://www.wto.org/english/res_e/statis_e/its2009_e/its2009_e.pdf>
- ²⁶ Ibid, p. 9.
- ²⁷ Yves Ekoué Amaïzo, "Technology Diffusion and Resilience: Capability Formation Dilemma in Non-Agile Economies", in Ndubuisi Ekekwe, *Nanotechnology and Microelectronics : Global Diffusion, Economics and Policy*, Information Science Publishing, (May 30) 2010.
- ²⁸ U.S. Dept. of Commerce, op.cit.
- ²⁹ South Centre, "United States-Africa Relations: Between "Free" Trade and Hope", in *South Centre*, Geneva, Switzerland, voir : <http://www.southcentre.org/index.php?option=com_content&view=article&id=774%3Aunited-states-africa-relations-between-qfreeq-trade-and-hope&catid=114%3Asouth-letter-no-33-volume-1-and-2-1999&Itemid=187&lang=en>
- ³⁰ Yves Ekoué Amaïzo, *Crise financière mondiale. Des réponses alternatives de l'Afrique*, collection "Interdépendance africaine", éditions Menaibuc, Paris, France, 15 €, sortie juin/juillet.
- ³¹ Noam Chomsky, *De la guerre comme politique étrangère des Etats-Unis*, préface de Jean Bricmont, Editions Agone, Paris 2001.